
LE POINT DU JOUR,

OU

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N^o. CXLV.

Du Vendredi 27 Novembre 1789.

Suite de la séance de mercredi.

LA paix va donc régner dans le temple de la justice ; il se sortira plus des tribunaux supérieurs que des protestations de patriotisme , & l'amour de la liberté va réunir toutes les classes de citoyens vers le même but, la constitution nationale. Si nous n'avions à rapporter que des preuves de la méfintelligence des Français , ou des marques d'improbation d'une révolution devenue nécessaire, nous n'insérerions pas dans ce recueil , des pièces qui déshonoreront la liberté ; mais quand les exécuteurs des loix rendent enfin hommage au véritable législateur , quand ils abjurent des erreurs funestes , quand le souverain use de clémence envers des corps puissans accoutumés à punir , les mommens qui attestent les principes d'humanité dont les représentans de la nation sont animés , sont dignes d'être transmis à la postérité.

C'est dans cet esprit que nous déposons ici le nouvel arrêté du parlement de Metz ; la lettre & l'adresse de la commune de cette ville , à la suite de laquelle on verra avec plaisir le décret de l'assemblée nationale & le discours de remerciement prononcé hier à l'assemblée nationale par l'envoyé de cette commune , qui a été magistrat de

Tome II^e

Bb

parlement de Metz, & qui l'est maintenant de celui de Paris (M. de Pont.)

Extrait des registres du parlement.

La cour, chambre des vacations, continuant sa délibération sur l'arrêt du conseil d'état du 15 du courant, qui casse l'arrêt du parlement du 12 du même mois, elle auroit reconnu avec douleur qu'une démarche dictée pour le zèle le plus pur, avoit pu faire soupçonner le parlement de manquer au respect qu'il doit à son roi, & dont il est également pénétré pour les décrets de l'assemblée nationale.

Qu'effrayé des bruits fâcheux qui se sont répandus dans les provinces, son zèle ne lui a pas permis de les apprécier; qu'elle reconnoît avec satisfaction la liberté & l'union qui regnent autour du trône & dans l'assemblée nationale.

En conséquence, a arrêté que l'expression de ses sentimens seroit mise sous les yeux de sa majesté & de l'assemblée nationale, & que le présent arrêt seroit envoyé à M. le garde-des-sceaux pour être mis sous les yeux du roi, & à M. le président de l'assemblée nationale pour lui en être fait part.

Fait en parlement de Metz, Chambre des vacations le 21 novembre 1789, & ce jourd'hui 22 novembre 1789.

Ceux de messieurs qui ont concouru à l'arrêt du présent, pris les chambres assemblées le 12 du courant, & qui ne sont pas de la chambre des vacations, ayant eu communication de l'arrêt ci-dessus, ont déclaré que l'expression de leurs sentimens, est d'adhérer purement & simplement le dernier arrêté. Le président Goussard, Lieube, Beausire, Durand, Goussard de Montigni, Dalnoncourt le jeune, Guerrier, Cherelles, Delong & Beichsefer.

Collationné. Signé HUMBERT.

M. le président,

Le conseil municipal de la commune de Metz ont

l'honneur de vous adresser un mémoire en faveur du parlement de Metz, qu'ils vous prient de soumettre à la décision de l'assemblée nationale; ils se permettent de vous observer que l'envoi de ce mémoire ayant été unanimement délibéré le 22, le parlement, qui en a été instruit, a envoyé le 25 deux dépêches à l'assemblée nationale de la commune; ils y ont déposé, dans un discours touchant & convenable aux circonstances, les témoignages les plus marqués de la commission du président de l'assemblée nationale & de la réunion de cœur & d'opinion à la commune.

Nous joignons à ce même, l'arrêté de la chambre des vacations du 21, les délibérations en date du 23, des autres membres du parlement qui ont été présents à l'arrêté du 12; ces membres se sont expliqués en cette forme, croyant ne devoir pas s'assembler en corps, nous supplions l'assemblée nationale d'accepter ces satisfactions. Si l'ordre du jour ne permettoit pas l'examen prompt de notre mémoire, nous prions l'assemblée nationale d'accorder une furieance au département des magistrats, que nous ne verrions pas sans un vif regret exposés aux humiliations qui peuvent les menacer.

Nous sommes avec un profond respect, M. le président, Vos très-humbles & très-obéissans serviteurs, les représentants de la commune & comité municipal de Metz.

Signé. V. *Président. FENQUIL, Secrétaire.*
A Nosseigneurs, Nosseigneurs de l'assemblée nationale.

Le comité municipal, à lui joint les députés des corps, compagnies, communautés, corporations & paroisses, représentant la commune de Metz, pénétré du plus profond respect pour les décrets de l'assemblée nationale, désapprouvant les principes qui ont égaré un moment le parlement, mais vivement touché de son empressement à réparer son erreur, a été saisie d'une douleur profonde, en apprenant les dispositions rigoureuses de votre décret du 17 envers ce tribunal.

» Cette Cour donna souvent des preuves de son zèle pour le peuple ; elle consacra la première les principes de la répartition proportionnelle des impôts & son courage à les soutenir, attira sur ses membres les corps du despotisme ; elle a rendu la justice avec équité & bonté ; elle a respecté les droits des citoyens ; elle leur a été chère & respectable. »

» Peu avant l'arrêté du parlement, du 12 novembre, des bruits alarmans circuloient dans la cité ; ils émanoient de la capitale, ils étoient dans des écrits publics. »

» L'erreur du parlement de Metz est d'avoir pu les accrédi-ter, tandis qu'il devoit les détruire ; mais il n'a point résisté à l'autorité de l'assemblée nationale & du roi. Sa conduite doit dissiper le soupçon qu'il ait eu l'intention de préparer l'occasion d'y résister. »

» L'arrêté du 12 n'a point été envoyé dans les baillages ; il n'a pas été publié ni affiché, il n'a pas été répandu : la commune de Metz n'en a eu des notions précises que par l'arrêt du conseil qui la casse.

Dès le 17 novembre, la chambre des vacations a enregistré sans réserve tous les décrets sanctionnés qui lui ont été adressés ; la loi martiale, les loix touchant la justice criminelle & le rétablissement des impôts ; elle les a fait afficher & adresser sur-le-champ au comité municipal ; elle a enregistré de même l'arrêt du conseil du 15, qui casse l'arrêté du parlement de ce jour, donc la copie est ci-jointe, ne laisseront aucun doute sur la soumission de cette compagnie à l'assemblée nationale & au roi.

« Le parlement a donc prévenu les suites fâcheuses que pouvoit avoir son imprudence ; cependant, Nosseigneurs, il est l'objet de votre sévérité ; ce transport d'un parlement en corps, à 80 lieues, l'expose aux insultes, aux huées du peuple, peut-être à des plus grands dangers. Cette humiliation désespérante, comparée à l'antique respect dont jouissoit cette compagnie, est, comme l'a dit un de ses membres dans votre auguste assemblée, un arrêt de mort.

» Cette mort frapperoit des citoyens dont les uns ont protesté, dont les autres n'ont suspendu leurs protestations contre l'arrêté du 12, que dans la persuasion qu'ils devoient un secret inviolable aux délibérations de leur compagnie.

» Cette mort en frapperoit plusieurs qui sont membres du comité municipal de Metz, dont le patriotisme a été hautement prouvé, unis de cœur & de sentimens avec la commune, qui garantit leur loyauté.

» Les évènements postérieurs à l'arrêté écartent les motifs qui ont pu déterminer l'assemblée nationale à décréter une nouvelle chambre de vacations, la chambre actuelle ayant enregistré toutes les loix sans refus ni retard.

» La commune de Metz vous supplie, Nosseigneurs, d'épargner une peine rigoureuse à un tribunal qui doit conserver de la dignité, & qui est nécessaire au maintien de cette compagnie, le dévouement absolu que ses députés, admis à l'assemblée de la commune, viennent de professer à l'assemblée nationale, au roi & à la loi.

Fait à Metz le 23 novembre 1789 ». Signé L'HUILLIER »

&c. Collationé, signé FENOUIL, secrétaire.

Decret de l'assemblée nationale, sur la demande de la communauté de Metz, du 25 novembre.

» L'assemblée nationale, après avoir entendu la lecture de l'adresse de la municipalité & des communes de Metz, ensemble ce nouvel arrêté pris par la chambre des vacations du parlement de Metz.

» Décrète que, déférant aux vœux des citoyens de Metz, elle dispense de se rendre à la barre de l'assemblée les membres du parlement de Metz qui avoient pris l'arrêté du 12 novembre 1789.

» Ordonne que l'adresse de la municipalité des communes de Metz & l'arrêté du parlement, soient imprimés à la suite du procès-verbal.

» Ordonne, en outre, que le président se retirera par-devers la majesté pour lui présenter le présent décret, & « prior d'y accorder sa sanction. »

B b 2

A peine la lecture des adresses & des procès-verbaux a-t-elle été faite, qu'on réclame l'ordre du jour sur les municipalités.

L'article XI a subi quelques légers changemens, & il a été décrété ainsi :

« Ceux qui, dès le premier scrutin, réuniront la pluralité absolue, c'est-à-dire, la moitié des suffrages, & un en sus, seront définitivement élus.

« Si au premier tour de scrutin, il n'y a pas un nombre suffisant de citoyens élus à la pluralité absolue des voix, on procédera à un second scrutin, & ceux qui réuniront de nouveau la pluralité absolue, seront membres du corps municipal.

« Enfin, si le nombre nécessaire n'est pas rempli par les deux premiers scrutins, on en fera un troisième & dernier, & à celui-ci il suffira, pour être élu, d'obtenir la pluralité relative des suffrages. »

ART. XII.

« Les maires ne sont jamais élus qu'à la pluralité absolue des voix. Si le premier scrutin ne donne pas cette pluralité, il sera procédé à un second : si celui-ci ne la donne point encore, il sera procédé à un troisième, dans lequel le choix ne pourra plus se faire qu'entre les deux citoyens qui auront réuni le plus de voix au scrutin précédent ; en cas d'égalité de suffrages entre eux, le plus âgé sera préféré. »

ART. XIII.

« Chaque assemblée nommera, à la pluralité relative des suffrages, trois scrutateurs, qui seront chargés d'ouvrir le scrutin, de les dépouiller, de compter les voix, & de proclamer les résultats. Les trois scrutateurs seront nommés par un seul scrutin, recueillis & dépouillés par les trois plus anciens d'âge.

ART. XIV.

Chaque section particulière de l'assemblée générale de

la ville pourra envoyer à la maison commune, un commissaire pour assister au recensement des scrutins.

A R T. X V.

« Toutes les assemblées particulières seront indiquées pour le même jour, & à la même heure.

A R T. X V I.

« Les citoyens qui, par l'événement du scrutin, seront nommés membres de l'administration municipale, seront proclamés par les officiers municipaux en exercice, »

Tous ces articles sont passés sans contradiction ; tant il est vrai que le silence des intérêts particuliers peut seul accélérer les travaux de la constitution. Que peut espérer l'aristocratie dans les municipalités ? Rien, sans doute ; le gouvernement municipal, qui est le plus naturel de tous, fera l'ennemi le plus redoutable de toutes les aristocraties.

Quant à l'article XVII, M. Lanjuinais est revenu à l'exclusion des parens, qu'il avoit d'abord proposée pour les départemens & pour les districts. Pour cette fois, sa motion a eu plus de succès ; on a pensé que les degrés de parenté pouvoient avoir plus d'influence dans les municipalités que dans les autres assemblées administratives, & l'article a été décrété ainsi :

« Les conditions d'éligibilité, pour les administrations municipales, seront les mêmes que pour les administrations de département & de district ; & néanmoins le père & le fils, le beau-père & le gendre, les frères & beaux-frères, l'oncle & le neveu, par le sang & l'alliance, ne pourront être en même temps membres du corps municipal. »

L'article XVIII a excité des réclamations relativement à la population nécessaire pour avoir trois officiers municipaux. Le comité en accordoit trois pour une population de mille âmes & au-dessous. M. le vicomte de Noailles a insisté pour que ce nombre fut réduit à 500, & pour que le mot *âmes* fut substitué à celui d'*habitans*, qui pouvoit signifier *chefs de famille*.

M. Reubel, M. de Montlaugier & quelques autres ont

attaqué plus fortement encore la fin de l'article , en ce qu'il exceptoit la ville de Paris du règlement général ; ils ont demandé que la même loi municipale régit également Paris & toutes les municipalités du royaume, & l'on a décrété l'article comme suit :

« Les membres des corps municipaux des villes , bourgs , paroisses ou communautés seront au nombre de trois , y compris le maire , lorsque la population sera au-dessous de 500 âmes ;

» De 6 , y compris le maire , depuis 500 jusqu'à 3 mille.

» De 9 , depuis 3 mille jusqu'à 10 mille.

» De 12 , depuis 10 mille jusqu'à 25 mille.

» De 15 , depuis 25 mille jusqu'à 50.

» De 18 , depuis 50 mille jusqu'à 100 mille.

» De 21 , au-dessus de 100 mille.

» Quant à la ville de Paris , attendu son immense population , elle sera gouvernée par un règlement particulier qui sera donné par l'assemblée nationale sur les mêmes bases & d'après les mêmes principes que le règlement général de toutes les municipalités du royaume.

L'article XIX a été modifié de la manière suivante :

» Chaque corps municipal sera divisé en conseil & en bureau : le bureau chargé de tous les soins de l'exécution & borné à la simple régie , sera formé du tiers des officiers municipaux , y compris le maire qui en sera toujours partie ; mais dans les municipalités réduites à trois membres , l'exécution sera confiée au maire seul.

A R T. X X.

» Les membres du bureau seront choisis par le corps municipal tous les ans , & pourront être réélus pour une seconde année.

A R T. X X I.

» Il y aura dans chaque municipalité un procureur de la commune , sans voix délibérative , chargé de défendre les intérêts , & de poursuivre les affaires de la communauté.

A R T. XXII.

» Il sera nommé par les citoyens actifs, au scrutin & à la majorité absolue des suffrages dans la forme, & selon les règles énoncées en l'article qui détermine les élections des maires.

A R T. XXIII.

» Dans les villes au-dessus de 10,000 âmes, il sera nommé de la même manière un substitut du procureur de la commune, lequel, à défaut de celui-ci, exercera ses fonctions.

L'article XXIV, conçu en ces termes, a été ajourné sur la demande de plusieurs membres, comme relatifs aux fonctions du corps municipal qui doit former un autre objet de délibération.

« Les membres du conseil municipal régleront les travaux & les dépenses, inspecteront l'exécution, recevront les comptes, & prendront toutes les délibérations sur les objets qui excèdent les bornes d'une simple régie.

A R T. XXV.

» Le conseil municipal s'assemblera au moins une fois par mois; il commencera par arrêter les comptes des bureaux, & cette opération faite, les membres des bureaux auront séance & voix délibérative au conseil.

A R T. XXVI.

» Dans les villes au-dessus de 25,000 habitans, l'administration municipale pourra se diviser en sections, à raison de la diversité des matières.

A R T. XXVII.

» Avant d'entrer en exercice pendant deux ans, il pourra être réélu pour deux autres années; mais ensuite il ne sera permis de l'élire de nouveau, qu'après un intervalle de deux ans.

» Le maire & les autres membres du corps municipal, le procureur de la commune & son substitut, s'il y en a, prêteront, à la prochaine élection, devant la commune & devant le corps municipal, aux élections suivantes, le serment de bien remplir leurs fonctions.

Les membres de l'administration municipale seront deux ans en exercice ; la moitié en sera renouvelée par élection tous les ans ; quand le nombre sera impair, il sortira alternativement un membre de plus ou un membre de moins chaque année. La première fois le sort déterminera ceux qui sortiront ; le maire restera en fonctions pendant deux ans ; il pourra être réélu pour deux autres années, mais ensuite il ne sera permis de l'élire de nouveau, qu'après un intervalle de deux ans.

Le procureur de la commune & son substitut, conserveront leurs places pendant deux ans. Ils pourront être légalement réélus pour deux autres années.

Néanmoins, à la suite de la première élection, le substitut du procureur de la commune n'exercera ses fonctions qu'une année, & dans toutes les élections suivantes, le procureur de la commune & le substitut seront remplacés ou réélus alternativement chaque année.

Après que tous ces articles du comité ont été décrétés, M. Bouche a fait une motion tendante à faire ordonner que la commune s'assemblera toutes les fois que l'assemblée sera requise par six citoyens adifs, en faisant connoître les motifs de la convocation demandée ; mais M. Regnaud a prouvé la nécessité de renvoyer cet article au nouveau comité de constitution, ce qui a été ordonné.

Après plusieurs annonces pour divers comités, les députés de Metz ont demandé la parole pour M. Dupont, conseiller au parlement de Paris, qui étoit chargé des intérêts de la commune de Metz, & qui desiroit remercier l'assemblée nationale de ce qu'elle avoit accédé à la demande de cette ville. Ce discours, dans lequel l'orateur rend hommage aux bons principes, à quelque chose de plus touchant encore dans la bouche d'un jeune magistrat ; voici ce qu'il a dit :

MESSIEURS,

« Lorsque j'ai osé solliciter la grace d'être entendu au

nom de la commune de Metz, je ne me flattois pas qu'a-
près l'avoir obtenu, je n'aurois plus que des remerciemens
à vous présenter de sa part. Je suis chargé de réclamer votre indulgence en faveur de mes
anciens confrères; j'en me suis acquitté de ce devoir en
hommage sensible aux bontés qu'ils m'ont marquées, mais en
citoyen qui se fera gloire de se dévouer de faire & dangereux
principes. Votre sagesse, vos seigneurs, doit s'armer d'une
juste sévérité pour prévenir les suites d'un écart qu'on
pouvoit croire réfléchi. Dès que vous avez connu que les
magistrats du parlement de Metz n'avoient été qu'égarés,
qu'ils s'étoient empressés d'abjurer leurs erreurs, qu'elles
n'avoient aucune influence sur l'opinion publique, qu'elles
ne pouvoient suspendre les heureux effets d'une révolution
à laquelle tout bon François voudra bientôt d'avoir voulu
opposer quelques vains obstacles, alors vous n'avez plus
écouté que votre clémence.

Les décrets que vous avez rendus dans cette assem-
blée, honoreront dans toute l'Europe votre justice & votre
modération. Qu'il me soit permis d'ajouter qu'en cédant aux vœux
de citoyens recommandables par leur patriotisme & par
leur courage, vous assurez imperturbablement la tran-
quillité d'une ville importante, au sort de laquelle est lié
celui de la frontière, & peut-être du royaume entier.
Cette ville reconnoissante sera désormais plus glorieuse
de l'intérêt qu'elle a eu le bonheur de vous inspirer, que
de tous les monumens & les souvenirs de son antique
splendeur. Depuis plusieurs mois, vos seigneurs, vous avez fait
naître dans nos cœurs des sentimens nouveaux, qu'il nous
est impossible d'exprimer. Permettez qu'ils se manifestent
par notre profond respect pour cette auguste assemblée,
par notre soumission à ses décrets, & notre zèle pour en
procurer l'entière & parfaite exécution.

Ce discours a été très-applaudi ; & M. le président a répondu que l'Assemblée nationale avoit ressenti une grande satisfaction d'accéder à la demande de la commune de Metz , & d'accorder sur ses représentations une grace qui doit contribuer au rétablissement de Paris.

M. de Pont a été invité d'assister à la séance.

Nous avons oublié d'insérer parmi les dons patriotiques ; celui de M. le maréchal de Mailli , de ses boucles d'or , & un pareil don patriotique fait par M. de la Place ; le doyen des gens de lettres de l'Europe.

Toutes les personnes attachées au service de M. le duc de Civeste-Brancas , se sont réunies pour offrir à l'état un don patriotique de 757 liv. ; & M. le duc de Brancas y a joint une boîte d'or émaillée.

N. B. L'opinion de M. de Crillon , insérée à la fin de la page 263 du numéro CXLIII , doit être rectifiée ainsi.

M. le comte de Crillon pensoit avec le comité de constitution , que les loix générales d'administration devoient être faites par le corps législatif ; mais il ajoutoit que leur application particulière pour tous les objets d'administration intérieure aux départemens , tels que chemins ; ateliers de charité , presbytère , &c. ne pouvoient pas être l'objet de décrets particuliers du corps législatif ; que le plus léger examen de ces détails absorberoit le temps entier des législateurs , & rendroit impossible l'administration. Il concluoit que la volonté des assemblées de département pour toutes leurs dépenses locales , devoit suffire avec une simple autorisation du roi.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs , dont l'abonnement finit au cent-cinquantième numéro , sont priés de renouveler ; afin qu'ils n'éprouvent pas d'interruption dans l'envoi de leurs numéros , & de rapporter le numéro de leur souscription , qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.